Israël - Palestine

Union européenne, où es-tu?

Au début de la guerre de l'Afghanistan, on aurait pu croire que les Etats-Unis allaient donner un sérieux coup de pouce au processus de paix en Proche-Orient et si ce n'était que pour calmer les pays arabes. Alors que la guerre en Afghanistan est sur le point d'être terminée, la situation dans les territoires occupés va de mal en pis.

L'autorité palestinienne est sur le point de cesser ses activités, les attentats meurtriers des terroristes palestiniens continuent et les représailles également meurtrières de l'armée israélienne s'intensifient. En quelques jours seulement, cette armée a détruit des infrastructures de l'autorité palestinienne financées par les deniers de l'Union Européenne et correspondant à 40 années d'aide au développement du Luxembourg pour les territoires occupés.

Cela montre au moins deux choses: d'abord que le processus de paix n'existe plus - après les actions qui ont eu lieu au cours des dernières semaines il sera d'autant plus difficile de venir à un accord qui semblait pourtant tangible après Oslo. Même si, en ce moment, le mouvement de paix semble renaître également en Israël. Ensuite, le poids politique de l'Union européenne doit être bien léger dans cette région, si Sharon ose aussi facilement détruire des infrastructures importantes, telles que l'aéroport de Gaza et la station de radio de l'autorité palestinienne.

En effet, la réaction de l'Europe s'est fait attendre et quand elle est intervenue elle laissait à désirer. Il est vrai que la position de l'Union européenne est délicate, elle ne veut pas prendre position trop nettement en faveur des Palestiniens de peur de perdre le reste de son poids en Israël. Mais peut-on arriver à reprendre la voie de la paix, si on n'ose pas dire les choses comme elles sont?

L'aéroport de Gaza est un bel exemple de l'incohérence de la politique européenne. Ensemble avec le port de Gaza, cet investissement lourd a été financé par les fonds de la coopération de l'UE. L'Europe n'a malheureusement jamais fait en sorte que ces projets prestigieux puissent devenir une success story. Déjà du temps de leur construction, les Israéliens ont pu retarder les travaux de quelques années. Par après, l'Union européenne n'a pas osé faire pression pour que ces infrastructures puissent être véritablement mises en service. L'Union Européenne dispose pourtant de quelques moyens d'action légitimes dont elle devrait se servir pour montrer une issue au conflit:

– *au niveau politique*, elle devrait reconnaître dans les plus brefs délais l'État palestinien tel que défini dans les résolutions 242 et 338 de l'ONU;

– *au niveau économique,* elle devrait respecter ses propres accords d'association avec Israël et interdire l'importation en Europe des produits venant des colonies israéliennes. Elle pourrait même suspendre ces accords tant qu'Israël persiste à exporter les produits des territoires occupés sous label israélien.

– *au niveau militaire,* l'Union européenne devrait se mettre en accord avec son code de conduite avec les pays en conflit et inviter ses États membres à mettre fin à l'envoi d'armes vers Israël ainsi qu'à l'importation d'armes israéliennes.

– *au niveau de la résolution du conflit même*, l'Union Européenne devrait contribuer sans tarder à la mise sur pied d'une force des Nations Unies pour la protection des populations civiles palestiniennes. Les ONG israéliennes, palestiniennes et européennes ont préparé suffisamment le terrain pour que cette force puisse être mise en place dans les plus brefs délais.

Finalement, l'Union européenne est composée de quinze Etats membres qui devraient tous user de leur poids politique pour inviter les parties du conflit de se remettre à la table des négociations sans conditions préalables, si ce n'est de s'y mettre en tant que représentants du peuple et non pas des militaires.

Mike Mathias
Action Solidarité Tiers Monde